

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

# Consultation sur les élections européennes

Ce numéro de «Rouge et Vert» est consacré au débat au sein des Alternatifs sur la participation du mouvement aux élections européennes.

Il présente donc un caractère en partie «interne». Nous avons cependant choisi de le rendre public, afin de mettre nos actes en accord avec nos principes autogestionnaires. ■

Les Alternatifs

## CONSULTATION EUROPEENNES :

### MODE D'EMPLOI POUR LES ADHERENT-E-S DES ALTERNATIFS

Cette consultation est organisée pour une prise de position sur la participation des Alternatifs aux élections européennes.

Trois positions sont soumises au vote contradictoirement :

- **Position A : Si l'unité de toute la gauche antilibérale ne se réalise pas, alliance des Alternatifs avec le Front de Gauche.**
- **Position B : Si l'unité de toute la gauche antilibérale ne se réalise pas, alliance des Alternatifs avec le NPA.**
- **Position C : Si l'unité de toute la gauche antilibérale ne se réalise pas, les Alternatifs ne se présentent pas aux élections européennes.**

Ces positions sont éclairées par trois textes collectifs mais le vote porte sur les positions, non sur les textes.

Les comités et Fédérations doivent organiser des réunions de discussion et de votes si possible les 18, 19 ou 20 Mars, et s'organiser pour récolter les votes.

Les militant-e-s isolé-e-s disposent d'un bulletin, ci-contre, qu'ils peuvent envoyer directement au National.

Sont pris en compte les votes exprimés. Votent les adhérent-e-s 2008 à jour et les nouveaux-elles adhérent-e-s 2009 dont la carte est remontée et payée au National (dernier délai le samedi 15 Mars). Les votes collectifs (fédérations, co-

mités) ou individuels (adhérent-e-s isolé-e-s) sont transmis par courriel (contact@alternatifs.org), fax (01 43 57 64 50) ou papier (Les Alternatifs, 40 rue de Malte 750011 Paris).

La consultation est close le samedi 21 mars à minuit mais les fédérations participant à la coordination du dimanche 22 Mars peuvent communiquer leur vote à à ce moment.

Une coordination des Alternatifs se réunit le dimanche 22 Mars, de 10h à 16h au 40 rue de Malte Paris 11ème.

**Si une position obtient plus de 50% des exprimés, elle est adoptée** et la coordination travaille à sa mise en œuvre. ■

Si aucune position ne dépasse 50% des exprimés, la coordination prépare la phase suivante de la consultation : une seconde consultation rapide est organisée sur les deux positions arrivées en tête.

Le vote est clos le samedi 28 Mars à 10h et une réunion des Alternatifs est organisée le samedi 28 Mars.

Dans cette hypothèse, les contributions éclairant le choix des adhérent-e-s seront transmises sur la liste électronique «infos», charge aux comités et fédérations de les diffuser, et envoyées par voie postale aux militant-e-s isolé-e-s. ■

#### Bulletin pour les militant-e-s isolé-e-s

- Position A : Si l'unité de toute la gauche antilibérale ne se réalise pas, alliance des Alternatifs avec le Front de Gauche.**
- Position B : Si l'unité de toute la gauche antilibérale ne se réalise pas, alliance des Alternatifs avec le NPA.**
- Position C : Si l'unité de toute la gauche antilibérale ne se réalise pas, les Alternatifs ne se présentent pas aux élections européennes.**

Nom ..... Prénom .....  
département .....

**A renvoyer aux Alternatifs** au 40 rue de Malte Paris 11ème. Seuls les bulletins arrivés rue de Malte le samedi 21 Mars seront pris en compte.

# AVEC UN "FRONT DE GAUCHE" PLURALISTE, PRESERVER L'AVENIR :

- CELUI DE L'UNITE DE LA GAUCHE DE TRANSFORMATION SOCIALE ET ECOLOGISTE
- CELUI DE LA CONSTRUCTION DU COURANT AUTOGESTIONNAIRE

- Nous ne trouverons pas de solution pleinement satisfaisante pour ces élections européennes : comme nous l'affirmons depuis le début, seule une liste unique de la gauche « de gauche » pourrait être une réponse à la hauteur de l'enjeu. Déjà partis, le « Front de gauche » et le NPA ne nous laissent que la possibilité de les rejoindre ou non. On peut regretter qu'il n'ait pas été possible de construire une dynamique autour de l'appel Politis pour une autre Europe, ce qui nous aurait placé dans une autre posture que celle de devoir faire un choix par défaut.

- Pour différentes raisons : difficultés du « ralliement » à une offre politique sur laquelle on pèse peu, message brouillé, crainte de provoquer des ruptures dans notre organisation, la tentation première est sans doute de « laisser passer l'orage ». Mais il faut bien dire que cette « solution » entérinera le fait que nous ne serons que spectateurs impuissants d'une échéance qui nous dépasse, bref questionne notre « utilité » dans le paysage politique ...

- Ce n'est pas cette position de repli que nous avons choisie pour les Présidentielles, où après un échec à peu près similaire des perspectives unitaires, nous avons été de ceux qui n'avaient pas voulu céder devant les responsables de la division. Nous savions que la campagne Bové aurait bien des limites, mais nous avons maintenu le cap.

- Aujourd'hui la situation présente à la fois des similitudes (la division) et des différences. Si du côté du NPA, on « bétonne » pour empêcher une vraie liste unitaire, on peut reprocher tout ce qu'on veut au Front de gauche, mais pas de chercher à casser l'unité. La tonalité est plutôt à rechercher le maximum de partenaires (ne serait-ce, pour le PG, que pour se dégager d'un tête à tête exclusif avec le PCF). Il faut bien prendre en compte cette dissymétrie : les uns (front de

gauche) s'affirment POUR l'unité de la gauche de transformation sociale et écologiste - et c'est bien jusqu'ici un de nos axes stratégiques, réaffirmé au congrès. Les autres (NPA) ne voient que poudre aux yeux et confusion politique à cette stratégie, ce qui n'a jamais été notre position.

- Si nous sommes condamnés à cette étape à « choisir » l'alliance possible, ce n'est pas au prisme de la plateforme qui serait la plus proche de la nôtre ... D'abord parce qu'il est bien difficile de faire un choix clair à ce propos, car suivant les cas (tant pour les thématiques que pour les pratiques), nous pouvons nous sentir plus proches des uns ou des autres. Ce qui est décisif en fait, ce sont les conséquences pour l'avenir de l'alliance conclue, au regard de nos deux objectifs principaux : les perspectives d'unité de la gauche de transformation, et la construction du courant autogestionnaire.

- Pour éclairer notre choix, il est utile de voir aussi comment nos partenaires potentiels peuvent percevoir notre apport : pour le NPA, objectivement nous ne servons pas à grand-chose : La campagne se fera sur une thématique « liste des luttes » et sur la présence médiatique de Besancenot, et le fait que nous y soyons ou pas ne modifiera en rien le résultat final. Le NPA n'aura de fait aucun intérêt à nous faire des concessions. Pour le PC et le PG au contraire il y a nécessité de faire en sorte que le titre même « Front de gauche pour changer d'Europe » corresponde à un minimum de réalité, sauf à décrédibiliser l'exercice, comme ce fut le cas lors des précédentes européennes. D'où l'attention nouvelle qu'ils nous portent, y compris en nous laissant une tête de liste (une reconnaissance réelle si on songe au rapport de forces numérique) ...

- Le rôle du PG, avec qui nous avons de grosses différences de culture politique, mais aussi des convergences

non négligeables, est aussi important à souligner. Pour des raisons différentes, nous nous retrouvons en phase sur la nécessité de l'unité la plus large, y compris avec le NPA. Quant au ralliement au Front de gauche du courant UNIR (du moins de ses principaux animateurs), c'est un élément qui peut crédibiliser le pluralisme de la campagne. Il serait d'ailleurs étrange que nous nous rallions à l'actuelle majorité du NPA au moment où sa minorité unitaire rejoint le front de gauche !

- Sur les conséquences pour notre courant : une alliance avec le NPA dans une phase d'affirmation identitaire sur des bases « gauchistes » (souvent en régression par rapport à ce qu'était la LCR) serait une rupture avec la stratégie redéfinie au congrès, nous enfermant dans une posture protestataire. Comme pour LO en son temps, c'est la construction du NPA qui, pour lui, est à elle seule la réponse politique aux problèmes de l'heure, et nous n'avons pas de place dans ce projet politique.

La participation au Front de gauche, notamment si celui-ci se trouvait élargi à d'autres partenaires (Unir, autres courants de la Fédération ou écologistes radicaux) ne nous enfermerait pas dans un cadre monolithique, tout en maintenant ouvertes un certain nombre de passerelles utiles pour l'avenir. Au vu des conséquences sur l'avenir par rapport à nos choix stratégiques, c'est la participation au « Front de gauche » qui laisserait le plus de portes ouvertes, sous réserve d'une reconnaissance réelle dans la campagne. ■

**Janie ARNEGUY (30), Gilles KUNTZ (38), Serge MAGNIER (30), Dominique MIGNOT (69), Josiane PERES (32), Rémy QUERBOUET (44), Denis SIMONIN (974), Christophe TERRAS (83), Alain TOULERON (69), Philippe ZARIFIAN (75)**

Position B : En l'absence d'unité large, alliance avec le NPA

# Pour un choix clair, porteur d'une dynamique tournée vers l'avenir

**E**n novembre 2008, à notre congrès de Lyon, nous avons réaffirmé l'exigence de l'unité des forces du "Non de gauche" de 2005 pour le rendez-vous des élections européennes de juin 2009.

Cette réaffirmation s'inscrit dans la continuité des choix antérieurs des Alternatifs faits depuis la formidable campagne unitaire et citoyenne de 2005. C'est dire combien nous ne nous résignons pas à la division de la gauche antilibérale : la bataille pour l'unité reste très importante et nous devons en réaffirmer l'exigence sans la moindre ambiguïté.

Caractériser la situation de division électorale de la gauche antilibérale est une chose, mais nous savons aussi que l'électorat au moment de voter ne sanctionnera pas nécessairement celui qui pourrait être perçu comme le principal diviseur. Les motivations de cet électorat lié aux mobilisations ou se reconnaissant en elles, notamment dans la jeunesse, seront ailleurs et c'est bien la capacité à traduire dans les urnes les colères sociales et sociétales qui l'emportera. De ce point de vue, ce n'est pas le *Front de gauche* autour de l'axe PCF-PG, plombé par le PCF, quels que soient les efforts réels du Parti de Gauche en particulier dans le domaine écologique -efforts auxquels nous ne sommes pas totalement étrangers-, qui captera ces aspirations.

On peut certes considérer qu'ayant milité pour l'unité de la gauche antilibérale, il serait compréhensible que, faute d'unité, nous renoncions à prendre notre place dans ce scrutin. Mais cela reviendrait à accepter la marginalisation alors que nous entrons précisément dans un nouveau cycle économique et social et que ce scrutin est le plus important dans l'histoire de l'UE, après les triple non français, hollandais et irlandais.

Ce retour à la marginalisation serait d'autant moins compréhensible que no-

tre mouvement est en train de franchir une étape dans son développement politique: l'importance que PCF et PG d'une part et NPA d'autre part attachent à notre présence en est un indice.

Que la Fédération ne soit pas en état d'y participer, nous le comprenons bien et nous le déplorons d'autant plus que pour notre part, nous souhaitons qu'elle s'engage clairement dans le processus de construction d'une nouvelle force politique, ce qu'elle se refuse à faire à ce jour alors même que certaines de ses composantes - la majorité de l'ACU et une partie de la CNCU - font le forcing pour qu'elle participe aux Européennes dans le cadre du *Front de Gauche*.

Le NPA nous propose aujourd'hui sur la base d'une discussion politique, qui nous laisse une libre parole, de conduire la liste dans la région Ouest (Bretagne, Poitou Charentes, Pays de Loire) et ce d'une manière autonome financièrement. Cette tête de liste nous permettra d'apparaître d'une manière clairement identifiée et nous donnera une audience qui jusqu'à présent nous a manqué, d'autant que les sondages - à prendre pour ce qu'ils valent- permettent d'espérer un résultat satisfaisant. L'élection éventuelle d'un-e député-e permettrait enfin de nouer de véritables relations internationales avec plusieurs formations dont nous sommes proches au niveau européen.

Nous considérons donc que la seule voie possible et efficace pour les Alternatifs est celle d'un partenariat avec le NPA : c'est lui qui va capter la radicalité et la politisation en cours, malgré son refus de l'unité, sa trop faible reprise en compte de l'apport écologique, le formalisme de ses références autogestionnaires et les bases boutique et étriquées de sa constitution.

Ce sont ses militant-e-s avec qui nous sommes présent-e-s dans de nombreuses mobilisations depuis plusieurs

années, c'est avec le LCR que nous avons mené campagne à l'occasion des élections municipales de 2007 dans de nombreuses communes. De fait, c'est avec le NPA que nous avons la plus grande proximité d'idées.

Un partenariat, ce n'est ni une vassalisation ni une soumission : soyons sûres de nos convictions et de nos engagements, n'ayons pas de complexe et voyons plutôt ce que nous pourrions gagner à un tel partenariat : la participation à une dynamique réelle, la possibilité de débattre et de peser sur les débats en cours dans le NPA, l'occasion de s'adresser à un public nouveau et rajeuni et la possibilité de créer dans les années à venir le vaste rassemblement que nous souhaitons.

Un partenariat exigeant avec le NPA sera très largement compris autour de nous, en particulier dans la mouvance de la gauche alternative et dans les réseaux altermondialistes, syndicaux et associatifs alors qu'un accord avec le *Front de gauche* y susciterait bien des interrogations et qu'une absence de participation à cette échéance nous y disqualifierait pour longtemps. Elle peut donner l'occasion aux Alternatifs de se faire connaître plus largement et de se développer.

Quant à la Fédération, il faut souligner que ce partenariat exigeant avec le NPA peut constituer - contrairement aux apparences - le meilleur atout pour une relance de ses composantes sincèrement désireuses de faire de la gauche alternative une nouvelle force politique. ■

**Florence CIARAVOLA (06), Mathieu COLLOGHAN (75), Veronika DAE (31), Jean-Manuel FULLANA (32), Pierre HEBERT (76), Sabine LASNIER (75), Sandrine LAVALLE (26), Richard NEUVILLE (07), Pascale PERRIN (38), François PRENEAU (44)**

Position c : En l'absence d'unité large, pas de participation des Alternatifs aux élections européennes

# Être ou ne pas être aux européennes ? Il y a aussi d'autres choses à faire...

**A**près la victoire du non au TCE en 2005, face à l'aggravation de la crise économique, sociale, écologique et démocratique, une aspiration forte existe pour **une unité porteuse d'alternative**.

Comme l'affirme notre résolution de congrès de novembre 2008, « *Cette déstabilisation du système nécessite que les partisans d'une alternative sociale et politique soient à la hauteur de l'enjeu.*

*L'échéance électorale européenne de 2009 doit être l'occasion de porter dans toute la société un projet alternatif ».*

Nous avons agi depuis notre congrès et nous continuons d'agir « *pour permettre que se réalise l'unité la plus large à l'élection européenne comme dans les luttes* » tout en affirmant la nécessité d'une force politique de transformation sociale et écologique.

Il s'agit pour nous de construire un bloc social majoritaire.

Dans l'hypothèse plus que vraisemblable de plusieurs listes de « *la gauche de gauche* » aux élections européennes sur des programmes voisins, nous estimons qu'il serait incohérent de participer à cette élection avec l'une ou l'autre de ces listes.

Pourquoi ? D'abord parce que pour cette première élection dont l'enjeu est majeur, après les votes négatifs de la France, de l'Irlande au TCE, la présence de plusieurs listes, dont celles du NPA et du Front de Gauche, voisines dans leurs propositions est un échec, que nous continuons d'essayer de dépasser.

Cette absence d'unité, dans une période

de d'aggravation des crises, non seulement accroît le déphasage d'une partie de la population mais faute d'une dynamique unitaire risque d'entraîner le repli sur soi et la démobilisation.

Alors qu'une bataille européenne unitaire pourrait changer les rapports de forces en faveur d'une autre Europe, la dispersion déboucherait dans le meilleur des cas sur l'élection de quelques députés européens, aux pouvoirs limités et enfermés dans la logique actuelle des institutions européennes.

Devant cet échec, s'allier au NPA qui a adopté une position d'ouverture limitée, ne se situant pas dans la perspective de la constitution d'un bloc social majoritaire, revient à cautionner sa stratégie. De plus, cela lui permettrait de montrer qu'il n'est pas sectaire puisqu'il s'ouvre aux Alternatifs. Si le problème pour le NPA, et nous le comprenons, est bien le choix du PCF de préserver la possibilité d'une alliance avec le PS lors des régionales de 2010, **en faire un obstacle insurmontable nous paraît faire l'impasse sur la nécessité, dans le contexte actuel, de l'unité des forces de la gauche de gauche.**

S'allier au Front de Gauche nous conduit également dans une impasse.

En effet, le PCF, après une démarche soi disant ouverte, refuse de discuter avec la Fédération et tente de phagocytter le Parti de gauche. Ce dernier, bien qu'ayant une démarche unitaire, se retrouve piégé par son alliance originelle avec le PCF. Ce n'est pas l'arrivée éventuelle du MRC et de quelques membres du courant UNIR du NPA qui change fondamentalement la composition du Front de Gauche. S'allier à ce dernier revient à accepter la volonté d'hégémonie du PCF, ce qui n'est pas plus acceptable aujourd'hui qu'en 2007.

Dans une situation où plusieurs listes de « *la gauche de gauche* » seraient en concurrence, il n'y a pas lieu de s'émouvoir d'une « *absence* » des Alternatifs à cette élection.

Ce choix n'implique pas pour nous de rester l'arme au pied, ni d'attendre le lendemain de l'élection.

C'est participer aux luttes, aux meeting

pour les européennes, c'est diffuser dans la population nos positions rouges et vertes et notre volonté d'unité au-delà des élections.

Nous continuerons aussi à œuvrer à l'élargissement d'une force sociale et écologique à travers la construction de La Fédération, force naissante et par définition non aboutie.

Notre engagement dans La Fédération concrétise aujourd'hui notre volonté « *d'ouvrir une perspective certes partielle mais indispensable pour permettre la convergence de militants et militantes et forces disponibles pour un pas en avant politique et organisationnel* » (résolution au congrès de Lyon, novembre 2008), vers une organisation rouge et verte.

Car il ne saurait y avoir sortie de crise et changement social réel sans que l'approche écologique soit au cœur de la démarche.

Pour donner quelques exemples : Développement des rapports nord / sud dans une perspective altermondialiste. Encouragement à l'économie sociale et solidaire.

Reconversion de certaines industries comme celle de l'automobile.

Bref la mise en œuvre d'un alterdéveloppement, « *mise en harmonie, reproductible et dynamique* », du développement humain dans son rapport à la terre.

**Nous ne nous résignons donc pas à la division et portons jusqu'au bout l'exigence d'une liste unitaire. Dans ce contexte ne pas participer à ces élections européennes est pour nous un véritable choix permettant de préserver l'avenir.**

**Au-delà des européennes, travaillons ensemble, luttons ensemble. Mais refusons de nous engager dans des impasses.** ■

**Christiane BATAILLARD (01), Pénélope (26), Bernard CARON (62), Yves IMBERT (32), Jean-Louis LEBOURHIS (92), Bernard MACRET (38), Roland MÉRIEUX (75), Daniel ROMET (07), Yvette ROSSIGNOL (81), Pierre SALMERON (75).**



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boisjarsouale,  
Coordination et maquette : M. Collophan

Édité par la SARL SECA  
(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris 8448 326 638  
durée : jusqu'au 28 avril 2013. Gérant : R. Mélieux

Imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 86

# Dialogue NPA-Alternatifs

Des délégations des Alternatifs et du NPA se sont rencontrées à deux reprises. Le NPA ayant proposé aux Alternatifs de réagir à la Résolution Européenne du NPA, l'Exécutif des Alternatifs adressait le texte ci-dessous le 02/03/09 au Npa, qui y répondait le lendemain (page suivante). Une proposition a été communiqué par le NPA (encadré).

## LETTRÉ DE L'EXECUTIF DES ALTERNATIFS AU NPA le 2 mars 2009

Cher-e-s camarades ;

Nous engageons le débat sur votre résolution « européennes » et nos positions dans le cadre de l'élaboration commune d'une campagne unitaire aux élections européennes. L'unité des forces et militants du « Non de gauche » au TCE que nous appelons toujours de nos vœux nous semble en capacité de produire un changement profond des rapports de forces dans le cadre de cette élection. Elle nous paraît aussi toujours légitime sur le fond. Nous souhaitons rappeler la nécessité de cette unité.

Votre résolution politique en vue des élections européennes comporte un grand nombre de positions qui peuvent permettre une convergence avec les nôtres, nous apprécions en particulier l'équilibre réalisé entre objectifs sociaux et écologistes, et avons eu l'occasion de vous indiquer notre accord avec la perspective d'une convergence durable entre forces de la gauche anticapitaliste et de l'écologie radicale.

Comme convenu nous vous faisons parvenir quelques éléments qui, de notre point de vue, méritent débat.

Sur le plan économique et social nous jugeons essentiel de définir une démarche d'appropriation sociale à caractère autogestionnaire, qu'il s'agisse de l'intervention des usager-e-s et salarié-e-s ainsi que des représentant-e-s des pouvoirs publics dans la gestion des services publics, mais aussi du système bancaire approprié socialement qui doit être une priorité programmatique, et des entreprises gérées par leurs salarié-e-s, le développement d'un tel secteur étant pour les Alternatifs un levier essentiel vers une société socialiste autogestionnaire.

Votre programme propose un vaste plan de nationalisations avec cette fois-ci des services publics européens. Ce n'est pas un mince programme : « les transports aériens, les chemins de fer, les transports fluviaux, l'énergie, l'eau, les télécommunications, les trusts pharmaceutiques... ». Nous pensons indispensable de préciser le contenu réel du fonctionnement et des objectifs réels des entreprises de service public, en s'appuyant sur le bilan critique des entreprises de service public actuelles (SNCF et La Poste en France), qui sont davantage de l'ordre d'un service étatique défini, que d'un véritable service public proche des usagers concernés et des citoyens.

Dans la liste des revendications sociales, on trouve « l'interdiction des licenciements ». Cette question fait débat au sein de la gauche radicale pour notre part nous privilégions le triptyque

- rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement
- renforcement des droits des travailleurs et de leurs organisations au sein de l'entreprise

y compris le veto suspensif sur les licenciements

- instauration de la sécurité sociale professionnelle revendiquée par la CGT et Solidaires .

En tout état de cause il est nécessaire de proposer ce nouveau type de contrat de travail à durée indéterminée. Nous ne trouvons pas de proposition dans ce sens dans le texte du NPA.

N'ignorant pas l'importance que vous accordez à l'interdiction des licenciements nous pensons qu'une prise de positions commune devrait permettre de mettre en évidence les propositions portées par les diverses organisations parties prenantes d'un accord.

Sur le plan de l'urgence écologique votre texte comporte une série de revendications que tous les écologistes radicaux partagent il n'en demeure pas moins qu'une remise en cause plus concrète du modèle actuel de croissance nous semble nécessaire axée sur trois questions

- qui décide
- que produire
- des modes de consommation alternatifs

Quant au chapitre sur l'Europe démocratique si nous sommes tout à fait favorables à la perspective d'une constituante européenne, nous souhaitons une campagne offensive sur des questions que votre résolution n'évoque pas :

- référendum d'initiative populaire
- autogestion, et formes nouvelles de démocratie.

Nous souhaiterions par ailleurs souligner trois points qui nous interrogent à la lecture de votre texte : la question des alliances européennes, des alliances françaises et le rôle d'élue-s anticapitalistes.

Vous évoquez des discussions en vue d'une possible « apparition commune lors de ces élections » de toutes les forces anticapitalistes en Europe. Si nous partageons le souhait que la dimension européenne de cette échéance électorale ne soit pas totalement oubliée au profit d'enjeux nationaux et trouvons pertinente l'idée d'une apparition européenne commune dans plusieurs Etats, nous nous interrogeons cependant quant aux participants potentiels à une telle initiative. Ainsi, des rumeurs font état d'une « apparition commune » NPA/SWP. Cela impliquerait sans doute des prises de positions communes des deux listes or les positions du SWP sur certains points (par exemple son rejet du projet de deux états Palestinien-Israélien, l'absence de réserves sur le Hamas, la stratégie d'alliance avec des courants fondamentalistes ...) nous semblent impossibles à porter ensemble.

Nous souhaiterions vivement connaître l'état d'avancement de ses discussions, vos interlocuteurs et le mode d'intervention commun imaginé.

Dans le cadre de votre participation aux élections européennes, vous souhaitez réaffirmer votre « indépendance par rapport aux partis "sociaux-démocrates" et à leurs alliés ». Cette formulation nous interroge : puisqu'il ne s'agit pas, bien entendu, d'une question organisationnelle ou programmatique, nous supposons qu'il faut entendre pas « indépendance » le refus d'alliance électorale. Ce refus, outre les Sociaux-démocrates, s'étend « à leurs alliés », sans précisions de cadre ou de temps. Nous supposons que ces « alliés » ne s'entendent pas comme les colistiers des sociaux-démocrates dans cette échéance électorale mais plutôt à ceux qui participent ou ont participé ou pourraient participer avec les sociaux-démocrates à des gestions communes d'exécutifs. En d'autres termes, cela désigne, en France, le PCF et le PG, et au niveau européen une écrasante majorité des écologistes de gauche nordiques et des organisations communistes ou post-communistes dans toute l'Europe.

Cela impliquerait donc le refus de votre part d'une campagne européenne de l'ampleur et de la diversité du non de gauche. Nous souhaiterions connaître là aussi plus précisément votre position par rapport au PCF et au PG. Outre la question des alliances, nous nous interrogeons sur l'absence de mandat donné à vos futurs élu-e-s anticapitalistes dans ce texte.

Si nous pensons, tout comme vous, que les échéances électorales ne sont pas les seuls espaces de mobilisations et que les luttes sociales sont un lieu déterminant de résistance

## Proposition du NPA

**Suite aux deux réunions de travail entre les délégations du NPA et des Alternatifs sur les élections européennes, le NPA nous a communiqué la position de son comité politique national :**

**Pour information, le CPN du NPA réunit ce samedi 7 mars 2009 confirme aux Alternatifs la proposition d'accord pour les prochaines élections européennes : autrement dit la tête de liste de la région grand Ouest ainsi que des candidat-e-s sur l'ensemble de nos listes.**

**Si accord il y a, les Alternatifs assureront le financement de cette campagne sur cette région. Une résolution globale sur les élections européennes incluant cette proposition a été adoptée. Lors de nos discussions de ce jour, il a été rappelé par l'exécutif (du NPA) entre autre que cet accord était souhaitable.**

et de conquête, il nous semble qu'avoir des élu-e-s signifie aussi prendre des engagements dans la mandature. En effet, élire des militant-e-s pour qu'ils fassent de leur hémicycle une tribune non seulement nous paraît bien trop limitatif, mais en plus nous semble une stratégie à peu près intenable dans une structure aux dimensions si technocratiques que les instances européennes. Qui suivrait sur la durée des commissions si, in fine, il ne s'agissait uniquement de voter systématiquement « contre » ?

Non seulement des majorités de circonstance sont possibles sur certains sujets (l'accès à la contraception et au droit à l'avortement, les moratoires sanitaires sur les OGM, les garanties de certaines libertés individuelles ...) mais c'est aussi le rôle d'un élu-e- que de batailler – outre les prises de positions de principe – à pied sur chaque élément de réformes. Et nous savons que dans les réformes européennes, le diable se cache parfois dans les détails.

De plus, il nous paraît légitime que, dans le cadre d'une campagne européenne, une liste anticapitaliste porte non seulement un contre-projet global, mais aussi ses positions sur les réformes entreprises par l'Union Européenne, non seulement pour être crédible mais aussi pour utiliser le cadre de la campagne pour faire avancer des points concrets. Par exemple, nous pensons qu'évoquer la suppression de la PAC, implique de préciser la structure qui la remplacerait (sa nature, sa composition, ses objectifs). De même, affirmer la reprise en main de la banque centrale par un cadre démocratique implique aussi de préciser quel type de politique économique on la souhaite voir jouer. Ou encore, se référer à la notion du « mieux-disant communautaire » pour l'harmonisation des droits européens par le haut implique de donner des exemples concrets.

Sans rentrer dans un programme détaillé, nous souhaitons avancer sur le mandat donné à des élu-e-s anticapitalistes européens.

Nous espérons que nous trouverons un cadre commun pour poursuivre ce dialogue et l'ouvrir à d'autres forces.

Veillez recevoir, chers camarades, nos salutations autogestionnaires.

L'exécutif des Alternatifs.

## Réponse de la direction du NPA à l'Exécutif des Alternatifs

LE 3 mars 2009

Cher-e-s Camarades,  
Nous avons examiné avec attention les observations que vous nous avez adressées et sur lesquelles vous sollicitez des précisions de notre part.

S'agissant de la démarche d'appropriation sociale que nous proposons, en particulier la création d'un important secteur public dans des domaines comme les transports, l'énergie, l'eau,..., nous avons indiqué, dans les Principes fondateurs du NPA, que le fonctionnement de ces entreprises de service public doit s'exercer « sous le contrôle des salariés et de la population qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique.. »

Nos Principes fondateurs décrivent le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle auquel nous aspirons comme « le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurs/trices associ-e-s décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins. (...) Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurs et les citoyens, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologique des besoins sociaux : c'est un écosocialisme. » (p.4 et 5).

Notre volonté est de préparer « l'autogestion par les travailleurs et la population » (p.11)

S'agissant de l'interdiction des licenciements, nous précisons que cette proposition ne coûte pas un centime si les entreprises concernées font du profit (il s'agit alors de limiter celui-ci). Si elles annoncent des déficits, encore faut-il que ceux-ci soient réels, et pas créés par des mouvements entre secteurs de la même multinationale. La question est semblable si le déficit concerne des sous-traitants (lesquels, la plupart du temps, ne dépend que d'un seul gros donneur d'ordre). La vérification de ceci suppose la transparence absolue des comptes, donc le contrôle par les travailleurs de ceux-ci et la fin de l'épaisse opacité de la gestion capitaliste. Une très grande partie de l'emploi salarié privé serait couverte par ces mesures. Pour le reste, qui nous est si souvent opposé (une petite entreprise de plomberie qui connaîtrait des difficultés) il faudrait combiner deux types de mesures. La première est une réorientation du crédit que permettrait la maîtrise publique avec une banque unique socialisée. La seconde serait la constitution d'une quatrième branche de la sécurité sociale pour couvrir ces risques, financée par le seul patronat. Au lieu que les pertes soient socialisées sur l'ensemble de la population, elles le seraient au sein du seul patronat. De plus le blocage des licenciements ne fait pas que coûter, il y a un bénéfice, même au plan purement économique : moins de chômage, plus d'impôts, et de la consommation supplémentaire.

Une prise de position commune entre les Alternatifs et le NPA pourra mettre en évidence les propositions respectives portées par nos deux organisations sur cette question,

S'agissant de l'urgence écologique, nous nous permettons une nouvelle fois de renvoyer à nos Principes fondateurs déjà cités ainsi qu'au chapitre « urgence écologique » de notre Résolution générale sur la situation politique et sociale. D'une manière générale, dans la société que nous proposons comme

alternative au système existant, le questionnement sur la nature et les finalités de la production comme de l'échange relèveront de la libre détermination des citoyens, travailleurs et usagers. Nous voulons une société où la valeur d'usage se substitue à la valeur d'échange. Notre Résolution politique et sociale inscrit l'éducation à des modes de consommation alternatifs comme une priorité.

L'Europe démocratique à laquelle nous aspirons implique non seulement un processus constituant qui rendrait aux peuples leur pouvoir de décider en cette matière, mais bien évidemment, une remise en cause des traités en vigueur et des institutions existantes. Nous pensons que l'indispensable débat sur une démocratie européenne doit offrir l'opportunité d'étudier des formes nouvelles de démocratie, tout en vérifiant que certaines d'entre elles ne produisent pas des effets contraires aux objectifs poursuivis (quid d'un référendum d'initiative populaire sur la réintroduction de la peine de mort ou l'expulsion des immigrés ?).

Quant aux alliances éventuelles, elles ne peuvent être débattues sur la base de rumeurs, mais à partir de démarches concrètes susceptibles d'une analyse contradictoire. Pour l'heure, examiner l'hypothèse d'une alliance avec le SWP n'a aucune pertinence, ce parti ne se présentant pas aux élections européennes.

S'agissant de notre position par rapport aux partenaires potentiels dans une campagne européenne, nous rappelons la résolution adoptée à ce propos lors de notre congrès fondateur qui trace un cadre pour une négociation sur une unité à l'abri de l'ambiguïté et de l'aléatoire : une unité sur un contenu précis, anticapitaliste et antiproductiviste, qui aborde avec une égale intensité les questions sociales et les questions écologiques ; une unité aussi forte dans les luttes que sur le terrain électoral ; une unité qui s'inscrit dans la durée. Une unité qui serait remise en question lors des échéances électorales suivantes enlèverait à nos yeux toute crédibilité à la volonté de combattre durablement le capitalisme, ceux qui le défendent et ceux qui s'en accommodent.

Enfin, s'agissant du mandat donné à nos éventuels élu-e-s, nous avons indiqué, dans nos Principes fondateurs (page 11) que « nous soutiendrons toutes les mesures qui amélioreraient la situation des travailleurs, les droits démocratiques et le respect de l'environnement ».

En vue de la campagne électorale pour les européennes, sur la base de la résolution adoptée par notre congrès fondateur, nous nous préparons à rédiger un programme plus détaillé. Il va de soi que cette rédaction se fera en étroite collaboration avec nos partenaires éventuels.

Nous soumettrons à la réunion du Conseil Politique National du NPA le résultat de nos rencontres sur cette question avec les différents interlocuteurs de la gauche à la gauche du PS. Si celui-ci approuve nos conclusions, et s'il y a accord de votre part, notre intention est de proposer qu'un accord avec les Alternatifs, outre les précisions sur le contenu, porte sur une tête de liste dans la circonscription Ouest, une présence de candidats des Alternatifs sur les autres listes, une visibilité garantie aux Alternatifs pendant la campagne électorale et en particulier une présence lors des grandes réunions publiques régionales.

Espérant que ces précisions vous permettront de poursuivre le dialogue en vue d'une conclusion positive, nous vous adressons, cher-e-s camarades, nos salutations révolutionnaires ■

Pour le Comité exécutif provisoire du NPA, Raoul Jennar et Sandra Demarcq

# Les rencontres Front de Gauche/Alternatifs

Deux rencontres ont eu lieu entre les alternatifs et les PCF et PG

Le 19 février (JP hébert, Rachel lafontaine, Roland Mérieux) et le 2 mars (jp hébert, henri mermé, nathalie Marcu)

Lors de la première réunion PCF/PG nous ont présenté un premier texte sur lequel nous avons ensuite envoyé cinq amendements

(texte joint intitulé « 5 points essentiellement »)

une part de ces amendements ont été repris dans un texte sensiblement plus long que nous avons de nouveau amendé (texte joint « FRONT TEXTE », amendements en souligné (ajouts) ou barré (retrait))

nous n'avons pas au 8 mars 19 heures le résultat final de ces propositions.

PCF et PG sont d'accord pour que l'accord soit un accord national, que les sigles de tous soient présents sur les affi-

ches, que toutes les composantes participent aux meetings et soient présent dans les comités régionaux.

Sur l'organisation le front de gauche après avoir d'abord proposé que nous soyons « très bien placés mais pas en tête de liste » a finalement, suite à notre demande, accepté de nous proposer la tête de liste dans la grande région Est. Ainsi que des places de 5ème ou 6ème dans le Nord-ouest, 4ème dans le sud-est, 6ème dans l'ouest et présence dans les autres listes (y compris le sud-ouest)

Nous avons dit que sur ces dernières propositions nous souhaitions être « remontés » dans les places notamment dans le nord-ouest et l'ouest.

Les réponses à ces questions devraient être données dans la prochaine rencontre prévue le mercredi 11 mars à 19 heures place du colonel fabien.

## Cinq points essentiellement

D'abord sur la question du féminisme, nous proposons d'inclure dans le début du texte un cadrage du type suivant :

Pour nous la question de l'égalité homme-femme, la nécessaire évolution des mentalités sur ce point, la fin des discriminations, en un mot le féminisme n'est pas une questions 'joutant à une liste de revendications. C'est une dimension structurante de la société que nous voulons. Et l'Europe nouvelle doit être une Europe féministe .

Ensuite quatre points doivent être renforcés, nous semble-t-il :

1 une politique de l'immigration respectueuse des femmes et des hommes, fondée sur les droits des migrantes et des migrants : respect du droit d'asile, étendu à toutes les formes de persécution, citoyenneté entière pour tous les résidents avec droit de vote et éligibilité aux élections locales et européennes au même titre que les ressortissants de l'Union européenne, une politique de régularisation des sans-papiers à l'opposé de la politique menée actuellement et s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie de codéveloppement. Cela implique notamment le retrait du projet de directive sur la rétention et l'expulsion des étrangers et l'abandon du projet de pacte européen sur l'immigration et l'asile

proposé par Nicolas Sarkozy.

2 une politique de l'environnement tournée vers de nouveaux modes de production et de consommation, privilégiant le cadre public et développant notamment le transport ferroviaire, et la voie d'eau, l'investissement dans les énergies alternatives renouvelables, les économies d'énergie et la protection des milieux naturels.

3 dans le domaine agricole, en finir avec la logique productiviste et favoriser une agriculture paysanne qui garantisse aux agriculteurs un revenu décent. Il s'agit de tarifier les subventions à l'exportation pour arriver à une maîtrise des volumes de production, dans la logique de la souveraineté alimentaire. Cela s'accompagne d'un moratoire sur les cultures OGM ;

4 l'Europe que nous voulons est une Europe pacifique donnant la priorité au désarmement et à l'action en faveur de la paix. L'union doit refuser d'être embrigadée dans la politique agressive des États-Unis et la défense européenne ne saurait être sous la tutelle de l'OTAN. L'union agira en particulier pour la mise en œuvre du droit imprescriptible du peuple palestinien à disposer d'un État souverain indépendant et viable à côté d'Israël. Dans l'immédiat, tant qu'Israël refusera de respecter les résolutions de l'ONU, l'union réduira le niveau de ses relations avec ce pays.

### FRONT DE GAUCHE POUR CHANGER D'EUROPE

#### Déclaration de principes

Les élections européennes vont se dérouler dans un contexte de crise historique du capitalisme. Celle-ci se traduit par de graves menaces pour nos concitoyens et pour la planète : chômage grandissant, difficultés financières pour des millions d'entre nous, démantèlement des services publics, crise d'importants secteurs industriels, dérèglement climatique, mise en cause des milieux naturels et des éco-systèmes, recul des libertés publiques et de la démocratie, atteintes à l'indépendance des médias et de la justice, criminalisation des luttes sociales et dérive sécuritaire...

Tous ces dangers sont le résultat de choix politiques qui placent la rentabilité financière des capitaux et la concurrence au-dessus de toute considération humaine. Multidimensionnelle, la crise est celle de tout un modèle de développement, source d'inégalités

monstrueuses, de gaspillages incommensurables des ressources de la planète, de tensions et de conflits dans le monde ; elle est le résultat d'une logique capitaliste qui prône le productivisme au mépris de l'environnement, qui étend la marchandisation et le consumérisme au mépris de l'humain et de l'intérêt général.

L'Union européenne est totalement engagée dans ce modèle néolibéral capitaliste en échec, particulièrement au fil des vingt dernières années. Il imprègne ses traités, ses structures, ses politiques. Il est réaffirmé dans le traité de Lisbonne. Cette crise est donc aussi l'échec de l'« Europe libérale » : celle de l'« économie de marché ouverte où la concurrence est libre » ; celle de « l'interdiction de tout entrave à la libre circulation des capitaux » ; celle du libre-échange généralisé et de son corollaire : la mise en concurrence des peuples pour tirer leurs acquis sociaux vers le bas ; celle d'une banque centrale européenne inaccessible aux institutions publiques et totalement dévouée aux marchés financiers ; celle d'un « pacte de stabilité » visant à faire baisser les « coûts »

salariaux et à rationner les dépenses sociales ; celle de la libéralisation privatisation des services publics, de la déréglementation ; des privatisations, celle de la concentration des pouvoirs loin des citoyennes et des citoyens ; celle qui au nom de la « compétitivité » fragilise en même temps que le tissu social, l'environnement et le « vivre ensemble » lui-même.

Une exigence émerge de cette expérience : « il faut changer d'Europe ! ». Cette exigence est majoritaire en France depuis 2005 et elle ne cesse de grandir à travers le continent.

Des millions d'hommes et de femmes se mobilisent pour faire entendre leur colère, leur soif de justice et de changement. Ces mouvements sociaux sont en plein essor. Ils appellent des réponses politiques à la hauteur des exigences de l'heure.

Les forces de gauche sont ainsi confrontées à un triple défi : celui de se montrer utiles aux peuples dans une situation qui s'annonce comme devant être de plus en plus dramatique ; celui d'être capables de gagner la bataille des idées sur les choix stratégiques à faire

pour s'attaquer aux racines du mal, celui de réussir à rassembler autour de ces choix suffisamment de femmes et d'hommes pour ouvrir une perspective de changement.

C'est dans ce contexte que vont se tenir les élections européennes du 7 juin prochain. Elles constituent l'occasion par excellence pour nos concitoyennes et nos concitoyens d'exprimer avec force et dans la clarté quelle politique ils entendent sanctionner et quelle Europe ils souhaitent construire. C'est pour créer les conditions d'une telle dynamique que les organisations signataires de la présente déclaration ont décidé d'unir leurs efforts dans un « Front de gauche pour changer d'Europe ». Ce Front reste ouvert à tout autre parti de gauche partageant ces objectifs et cette démarche. Il vise à rassembler les citoyennes et les citoyens des courants politiques progressistes

et écologistes radicaux, du mouvement syndical, social et associatif qui partagent cette ambition.

Ce que nous voulons, c'est d'abord faire de ce scrutin un bras de fer entre notre peuple et Nicolas Sarkozy. Celui-ci incarne, en effet, parfaitement ce « modèle libéral », et entend – si on lui en laissait le loisir – le pousser jusqu'à l'extrême. Chaque vote pour le Front de Gauche, le 7 juin prochain, sera, en premier lieu, un « carton rouge » à Nicolas Sarkozy.

Ce que nous voulons, dans le même mouvement, c'est faire de ce vote l'expression du NON de gauche au traité de Lisbonne – cette réincarnation de l'ex-traité » constitutionnel – au sujet duquel le Président de la République a prétendu priver notre peuple de la parole, avec hélas la complicité de la majorité des parlementaires socialistes, verts et radicaux de gauche lors du Congrès de Versailles.

Ce que nous voulons, c'est indiquer une autre voie pour la gauche que celle qui accompagne en France et en Europe, la construction libérale de l'Union européenne en soutenant les traités actuels.

C'est affirmer une vision nouvelle de la société et de l'Europe permettant de faire prévaloir l'intérêt général et la souveraineté populaire.

- Notamment nous affirmons la place centrale dans cette vision nouvelle du combat contre l'obscurantisme qui dénie encore aujourd'hui aux femmes la place qui est la leur : Le féminisme est constitutif de toute transformation sociale. Changer l'Europe passe par la reconnaissance de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie. Pour obtenir une égalité réelle, il faut tirer vers le haut TOUS les droits. Chaque femme vivant en Europe doit pouvoir bénéficier des lois les plus avancées pour les femmes dans les pays de l'Union. L'Europe doit être anti-patriarcale : les femmes doivent pouvoir se faire entendre et participer à égalité aux prises de décisions, avec des lois contraignantes. Les associations féministes doivent être reconnues comme des partenaires sociétales. Nous demandons que l'Europe lutte contre les violences sexistes, au moyen de loi-cadre contre les violences faites aux femmes. Nous voulons qu'elle fasse respecter le droit des

femmes à l'IVG et à la contraception libre et remboursée et qu'elle légifère contre la prostitution.

Dans cette campagne nous mettons l'accent sur quelques idées force, clairement de gauche et républicaines :

- L'impératif social : Au niveau de chaque nation comme sur le plan européen, tous les instruments disponibles doivent être mis prioritairement contre la précarisation de très larges couches de la population (multiplication des CDD, des temps partiels, des stages non ou peu rémunérés) au service de l'emploi, de sa qualité et de sa sécurisation ainsi que de la promotion des capacités humaines : formation, éducation, santé, culture, recherche, logement, salaire décent, conditions de travail humaines, retraites dignes.

Cela vaut tout particulièrement pour les moyens financiers et les pouvoirs d'intervention des citoyens et des salariés dans l'entreprise, sans lesquels ces priorités resteraient des vœux pieux. Une logique de gauche doit notamment viser à se servir du crédit pour orienter la gestion des entreprises dans le sens de ces nouvelles priorités, et ce depuis les régions jusqu'à la BCE. Elle doit également tendre vers une maîtrise publique du système bancaire, la BCE devant être soumise à un contrôle parlementaire.

Face à la crise il faut mettre en œuvre un vrai bouclier social au plan européen; engager une harmonisation sociale par le haut; remettre en cause le dogme du libre-échange, développer, améliorer et démocratiser les services publics et enrayer immédiatement le processus de libéralisation de ces services.

- L'impératif écologique : les engagements réclamés par la communauté scientifique mondiale pour lutter contre le réchauffement climatique doivent être tenus. L'appel aux mécanismes de marché, privilégié par l'union européenne, montre ses limites et ses effets pervers. Nous demandons que la crise ne serve pas de prétexte pour ne pas entreprendre les transformations nécessaires, en particulier les investissements dans les énergies renouvelables et propres; les économies d'énergie; le développement du transfert ferroviaire et de la voie d'eau; la protection des milieux naturels; ainsi que la promotion de l'agriculture paysanne, non soumise à la logique productiviste et qui garantisse aux agriculteurs des prix rémunérateurs. Il faut tarifier les subventions à « l'agrobusiness », maintenir un moratoire sur les cultures OGM et s'inscrire dans une logique de souveraineté alimentaire.

- L'impératif démocratique : la démocratie c'est le pouvoir du peuple. Or les institutions européennes actuelles organisent le contournement des citoyens en confiant des pouvoirs essentiels à des personnes non élues. A l'inverse, nous estimons que la démocratie repose sur la citoyenneté. Dans l'Union européenne, aussi bien les politiques de coopération entre les Etats que les politiques intégrées doivent être contrôlées par les citoyens et soumises à la souveraineté populaire.

[paragraphe modifié et déplacé]

- L'impératif solidaire. Il vaut à l'intérieur de chaque société : lutte contre l'exclusion sociale, la précarité et pour l'égalité effective des droits; politique de l'immigration respectueuse des

femmes et des hommes et particulièrement du droit d'asile; citoyenneté pour tous les résidents avec droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes au même titre que les ressortissants de l'Union Européenne; régularisation des « sans papiers » s'inscrivant dans une stratégie de Co-développement. Il vaut naturellement au sein de l'union européenne : à la fois entre les nations qui la composent et vis à vis des autres peuples du monde. A cet égard, la « directive retour » mérite bien le nom, qui désormais l'affublera jusqu'à sa nécessaire abrogation, de « directive de la honte ».

- L'impératif pacifique. L'Union européenne doit refuser de se laisser embrigader dans la politique militariste des Etats-Unis. Elle ne doit pas tolérer l'installation d'un « bouclier antimissile » sur son territoire, mais doit, au contraire, s'engager fermement en faveur de la relance du désarmement. L'Europe doit rompre avec l'atlantisme et l'alignement sur l'OTAN. La politique extérieure européenne doit se fonder sur le droit international, en particulier au Proche Orient : elle doit s'engager de façon résolue – en usant de tous les instruments politiques et économiques à sa disposition y compris en mettant un terme aux accords de coopération avec Israël tant que ce pays ne respectera pas le droit international – en faveur du respect du droit imprescriptible du peuple palestinien à un Etat viable, souverain et démocratique, sur les frontières d'avant juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, à côté de l'Etat d'Israël dans une reconnaissance mutuelle de ces deux Etats et par tous les Etats de la région.

C'est dans cette perspective pacifique que nous défendons une Europe laïque : c'est non seulement une des conditions indispensables pour construire un espace démocratique européen qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité des citoyens quelque soient leurs convictions philosophiques et religieuses, mais c'est aussi le fondement d'une vision pacifique des relations internationales à l'opposé du prétendu « choc des civilisations »

Sur la base de ces objectifs, nous voulons faire élire, le 7 juin, un grand nombre de parlementaires du « Front de Gauche pour changer d'Europe » qui siègeront au sein du même groupe de « la gauche unitaire européenne » du Parlement de Strasbourg

En un mot nous voulons contribuer à changer la donne en Europe et en France, nous mettre en situation d'agir en faveur des transformations profondes que la situation de crise requiert, nous voulons agir pour une Union européenne utile à notre peuple, utile aux citoyens européens, utile au monde, utile à la paix.

Par ailleurs, nous avons omis lors de notre première rencontre de parler de la nécessité de nouvelles institutions européennes.

- Les institutions actuelles de l'Union doivent être totalement remises en cause et un processus constituant mis en œuvre avec l'élection d'une Assemblée européenne constituante.

Il n'y a pas eu de réponse à la date du 9/03/09 aux demandes de modifications proposées par les Alternatifs (ici en gras et soulignées).